

## Un nouveau rapport sur la COVID-19 suggère que la majorité des Canadiens croient que l'euthanasie des animaux à la ferme devrait être illégale

**HALIFAX, N.É. (20 mai, 2020)** – Jusqu'à 50 millions de litres de lait ont été jetés au Canada ces dernières semaines et plus de 2 millions d'œufs ont été éliminés de la chaîne alimentaire. Des porcs et des poulets sont euthanasiés parce qu'ils n'ont pas pu être utilisés ou stockés temporairement. Le quotidien La Presse rapporte que 200 000 poulets ont dû être euthanasiés ces derniers jours.<sup>1</sup> Le mois dernier, Bloomberg a révélé que plus de 90 000 porcs ont dû être abattus et jetés au Canada. Les agriculteurs et autres experts agricoles ont tenté d'expliquer leurs actions. Le secteur de la restauration inactif et la fermeture temporaire des abattoirs sont les arguments les plus souvent utilisés. Les différents groupes représentant les agriculteurs ont expliqué au public qu'ils n'avaient pas d'autre choix. Cependant, le gaspillage alimentaire à la ferme est un problème récurrent depuis des années et pas seulement avec l'arrivée de la COVID-19.<sup>2,3,4,5</sup>

Nous voulions savoir ce que les Canadiens pensent du gaspillage à la ferme et ce qui devrait être fait à ce sujet. En partenariat avec **Caddle**, une firme connue pour son travail sur les opinions et connaissances des consommateurs dans le secteur agroalimentaire, nous avons mené une enquête nationale à propos du gaspillage à la ferme. Au total, 1563 Canadiens et Canadiennes ont été interrogés entre le 11 et le 13 mai 2020.

Pour cette enquête, nous avons d'abord examiné ce que les Canadiens pensaient de la sécurité alimentaire et de l'accès à la nourriture désirée pour rester en santé et ce, avant et pendant la pandémie. Ainsi, un an avant la pandémie, 72,6% des Canadiens estimaient qu'ils avaient suffisamment de nourriture désirée et considéraient que l'accès n'était pas un problème. Cette impression a chuté à 61,0% en mai de cette année, une baisse de plus de 11%. L'**Alberta** a connu la plus forte baisse entre les deux périodes, avec 21,2%. Étant donné que plus de 3 millions de Canadiens ont perdu leur emploi au cours du dernier mois, nous nous attendions à ce que ce pourcentage baisse. Il pourrait encore baisser au cours des mois à venir alors que les difficultés financières deviendront réalité pour plusieurs.

Les perceptions quant à la sécurité alimentaire ont changé depuis le début de la COVID-19, et l'impact sur la façon dont les Canadiens voient la nourriture est évident. L'enquête s'est poursuivie en demandant aux répondants ce qu'ils pensaient du gaspillage à la ferme. Toutes les denrées qui ont fait la

---

<sup>1</sup> <https://www.lapresse.ca/covid-19/202005/05/01-5272331-200-000-poussins-euthanasies-et-2-millions-doeufs-detruits.php>

<sup>2</sup> <https://nationalpost.com/news/its-not-a-pretty-picture-ontario-dairy-farmers-dumping-skim-milk-into-manure-pits-and-sewer-lagoons>

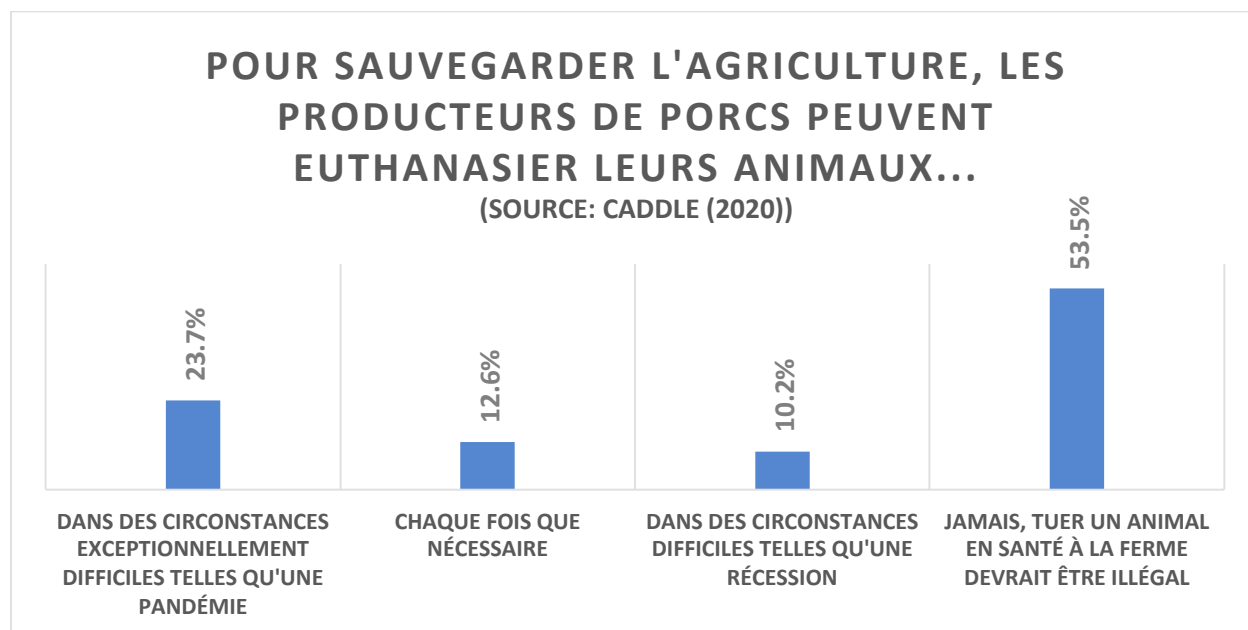
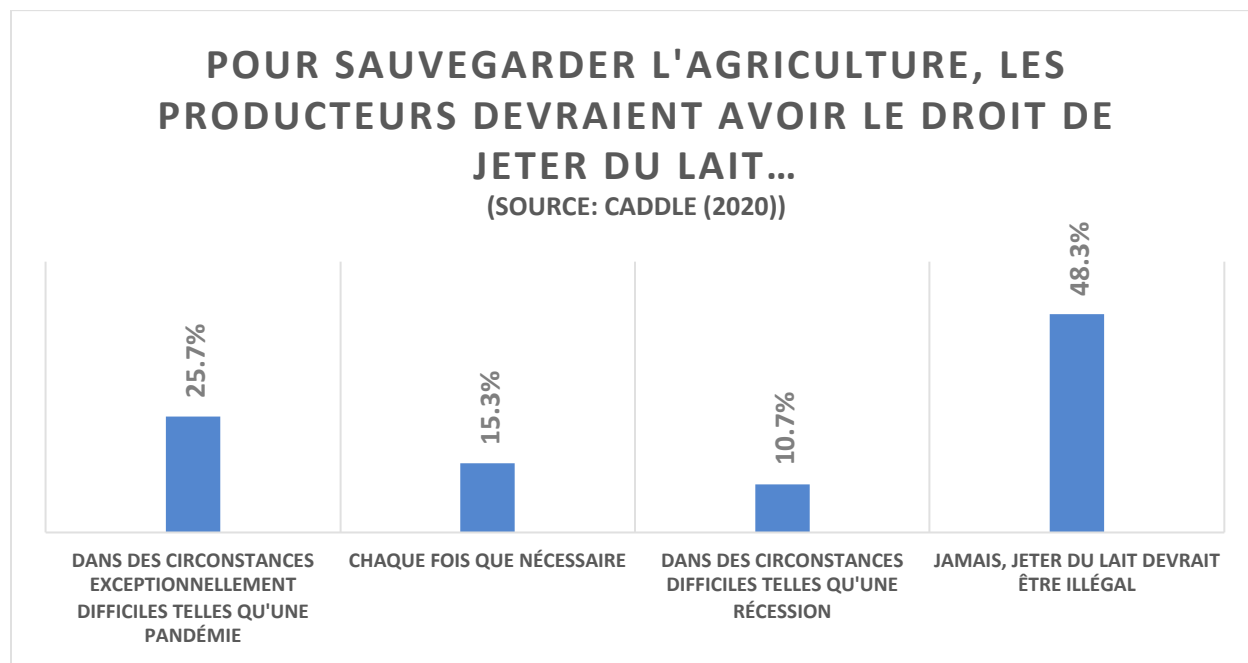
<sup>3</sup> <https://www.theglobeandmail.com/report-on-business/milk-surplus-forcing-canadas-dairy-industry-to-dump-supply/article25030753/>

<sup>4</sup> Vansickle, J. (2005). Handle with Care: Farm to Fork. *National Hog Farmer*, 50(9), 18-20.

<sup>5</sup> Doll, C. (2006). An end to spoiled milk: A tradition of strict protection for Canada's dairy farmers may soon be coming to an end. *Western Standard*, p. 24.

une des journaux, soit le lait, les porcs et les poulets ont été examinées. Les trois denrées ont obtenu des résultats plutôt similaires.

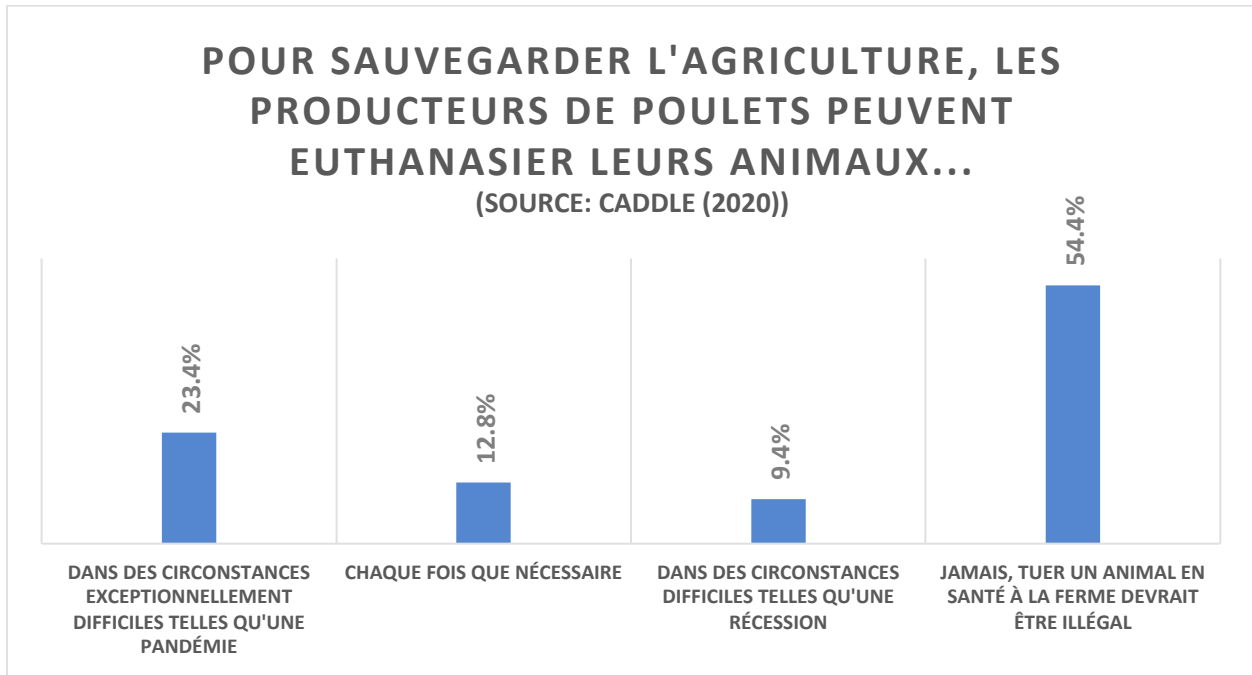
Nous avons choisi de poser des questions spécifiques liées à l'équité des prix, afin que les répondants comprennent que les agriculteurs sont sensibles à un marché qu'ils contrôlent à peine. Les résultats sont intéressants.



Pour le lait, 48,3% des Canadiens estiment que jeter du lait devrait être illégal. Un total de 25,7% estime quant à eux qu'une pandémie donne aux agriculteurs et à l'industrie une excuse valable pour jeter le

lait. Quant aux porcs, le pourcentage de Canadiens opposés à l'euthanasie des porcs en bonne santé était légèrement plus élevé. Au total, 53,5% des Canadiens estiment que cela devrait être illégal, alors que 23,7% estiment plutôt qu'une pandémie est une raison valable d'euthanasier les porcs.

Avec 54,4%, les poulets ont recueilli le pourcentage le plus élevé de Canadiens qui estiment que leur euthanasie devrait être illégale. Au total, 24,4% pensent que la situation avec la COVID-19 est une bonne raison de se débarrasser des poulets, un pourcentage légèrement plus élevé que celui des porcs. C'est au **Québec** où l'on retrouve le pourcentage le plus élevé de consommateurs qui pensent que jeter les trois types de denrées devrait être illégal. Les taux étaient respectivement 54,1% pour le lait, 56,9% pour les porcs et 57,0% pour les poulets.



Les **baby-boomers** (nés entre 1946-1964) sont les moins en accord avec le gaspillage à la ferme et les animaux de ferme euthanasiés. Au total, 65,0% de ceux-ci estiment que le gaspillage de lait à la ferme devrait être illégal. Pour les porcs, le taux est de 68,3% et pour les poulets, 68,9%. Ces pourcentages sont très élevés par rapport à la **génération Y** (nés entre 1981-1996). Seulement 40,1% de ces derniers pensent que le rejet de lait cru devrait être illégal. Pour les porcs, ce pourcentage monte à 45,5% et pour les poulets, 45,3%.

Lorsqu'on leur demande ce que les agriculteurs devraient faire pour réduire le gaspillage, 48% des Canadiens croient qu'ils devraient faire tous les efforts nécessaires pour faire don de leurs produits à des organismes de bienfaisance, mais devraient être indemnisés. Autrement dit, près de la moitié des Canadiens reconnaissent que les agriculteurs ne sont pas seuls responsables du gaspillage à la ferme.

Puis, 19,3% des Canadiens estiment que les agriculteurs devraient faire un don de leurs produits sans recevoir quelque compensation. Fait intéressant, 6,7% sont à l'aise avec l'idée de tuer le bétail et de jeter les produits, quelles que soient les circonstances.

## Solutions possibles

Le gaspillage à la ferme ne pourra jamais être entièrement éliminé, mais les résultats de cette enquête suggèrent que les Canadiens tolèrent peu le gaspillage qui peut être évité. Le programme fédéral de 50 millions de dollars pour racheter les excédents de produits de base présenté par le gouvernement était créatif, mais il sera difficile à mettre en œuvre. La gouvernance et les priorités seront difficiles à établir, sans parler du fait que les organismes à but non lucratif ont besoin de financement. Le programme n'atteint pas cet objectif. La majorité des divers groupes de denrées sont très généreux et font déjà de multiples dons aux banques alimentaires et aux personnes dans le besoin.

Mais sans incitations claires, les secteurs ne seront pas motivés à changer et réduire les quantités gaspillées à la ferme. Il est souvent moins cher de jeter un produit que de le rediriger ou en trouver une nouvelle utilisation. Pour les produits régis par la gestion de l'offre, sous laquelle des quotas approuvés par le système sont requis, le gouvernement devrait les considérer comme un bien public. En effet, dans le cas de la volaille, les œufs et le lait, un nombre limité d'exploitations peuvent produire ces denrées au Canada, en plus du fait que des droits de douane élevés sur les importations sont imposés pour protéger nos producteurs. Nous produisons essentiellement ce dont nous avons besoin dans le cadre de la gestion de l'offre.

Par conséquent, les excédents sont une rareté, quoique pas impossible. Rendre illégal le rejet des produits soumis à la gestion de l'offre amènerait tous les joueurs de ces filières à travailler ensemble pour trouver de meilleures solutions aux excédents. En cas d'infraction, les régies de commercialisation devraient être tenues responsables, car ce sont elles qui ordonnent aux agriculteurs de jeter leurs produits. Dans le cas de la production laitière, par exemple, la Commission canadienne du lait devrait être chargée d'élargir sa réserve stratégique actuelle. La Commission canadienne du lait est une société de la couronne, donc appartenant à la population canadienne. Le gouvernement fédéral a récemment accordé un montant de 200 millions de dollars pour soutenir la Commission, ce qui est un bon début mais ne devrait pas s'arrêter là. La gestion de la réserve pourrait être confiée à des courtiers qui possèderaient une nouvelle classe de quotas servant exclusivement pour les marchés d'exportation. Des technologies comme l'UHT (ultra-haute température) peuvent être utilisées pour stocker le lait jusqu'à un an. Le lait peut également être réaffecté pour fabriquer des biocarburants ou d'autres types de produits. Des options existent, mais une stratégie devrait être encouragée par l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Tous les efforts devraient être menés conjointement avec les transformateurs.

Quant aux produits qui ne sont pas soumis à la gestion de l'offre, une meilleure coordination verticale avec les transformateurs est essentielle. Ces produits opèrent dans un environnement de marché libre et sont exposés à d'énormes pressions externes. Rendre le gaspillage illégal ne servirait pas bien ces secteurs. Cependant, le leadership des transformateurs est nécessaire à cet égard. Le point d'ancrage de toute stratégie d'une chaîne de valeur agroalimentaire devrait être la transformation. Les producteurs devraient travailler conjointement avec les transformateurs, comme nous le voyons dans de nombreux pays à travers le monde.

Les différents piliers gouvernementaux devraient aussi offrir des avantages fiscaux aux transformateurs alimentaires afin de développer de nouvelles mesures et produits. De concert avec les groupes de producteurs, l'objectif ultime serait de développer de nouveaux débouchés pour les denrées en surplus.

Enfin, pour offrir plus de souplesse au sein du système, les barrières interprovinciales devraient être revues. Ainsi, les opérations sous licence provinciale pourraient faire du commerce à l'extérieur de leur frontière provinciale pour permettre aux producteurs d'avoir accès à plus d'options si un établissement sous licence fédérale venait à tourner au ralenti.

**Fin du rapport.**

**Méthodologie:** Au total, 1 567 Canadiens ont été interrogés du 11 au 13 mai 2020, lors d'une enquête nationale menée par Caddle. L'échantillon présente une marge d'erreur de +/- 3,1 points de pourcentage, 19 fois sur 20. Des écarts dans ou entre les totaux sont dus à l'arrondissement.

**Note:** Le financement de cette enquête a été fourni par **Caddle** (<https://getcaddle.com/partners/solutions/>) et l'Université Dalhousie.